

RÈGLEMENT DE CONSULTATION DAF_2024_001458

Marché passé selon une procédure adaptée (MAPA)

(art. L.2123-1 et R.2123-1 du CCP)

Relatif à

**LA FOURNITURE DE GAZ INDUSTRIEL AVEC LOCATION
D'EMBALLAGE DE GAZ AU PROFIT DE L'ELOCA DE ROANNE (42)**

Date et heures limites de réception des offres : **05 mars 2026 à 17h00, délai de rigueur**

INFORMATIONS PRELIMINAIRES

Coordonnées du Pouvoir Adjudicateur

**Monsieur le directeur
de la Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON Cedex 07**

n° SIRET : 130 015 365 00013

n° Intracommunautaire : FR 86 130 015 365

Code APE : 8422Z Défense

IMPORTANT

La passation de la présente consultation est dématérialisée et le seul support de communication et moyen de transmissions, (demandes d'informations...) est la [Plate-forme des Achats de l'Etat \(PLACE\)](#).

Lors de l'envoi d'informations par les moyens de transmission cités ci-dessus, le pouvoir adjudicateur doit être en mesure de pouvoir identifier formellement la provenance de ceux-ci. Pour ce faire et afin d'éviter tout litige, le transmetteur devra faire figurer obligatoirement : le nom de la société, son adresse, son numéro de téléphone ainsi que son adresse courriel.

En ce qui concerne ces moyens matériels ou dématérialisés de transmission, ceux-ci devront être vierges de tous virus et ne pas être altérés. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur refusera tout document infecté ou altéré et en avertira le candidat. Celui-ci pourra retransmettre un nouveau document non corrompu, **dans le cas où le délai initial mentionné** par le pouvoir adjudicateur, **n'est pas expiré**.

Les candidats doivent s'assurer des courriers reçus via la PLACE (« spam » courriers « indésirables »). En cas de changement de coordonnées téléphonique, postale ou messagerie, le candidat devra avertir la PFC SE.

Pour le dépôt des plis (candidatures, offres) les modalités de transmission sont précisées à l'article 7.4 du présent règlement de consultation.

Les candidats veilleront spécialement à :

- **Produire dans leur offre respective, et notamment dans leur mémoire technique, l'intégralité des renseignements requis tels que définis à l'article 4.3 du présent règlement particulier de consultation.**
- **Utiliser les documents mis à leur disposition dans le dossier de consultation des entreprises, et en particulier le cadre de mémoire technique lorsque celui-ci leur est imposé (cf annexe 4 au RC).**

Tout manquement aux règles ci-dessus est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre au motif de sa non-conformité au règlement de la consultation.

Table des matières

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2- CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	4
2-1 MODE DE PASSATION ET FORME DE LA CONSULTATION.....	4
2-2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE OU DU MARCHE	4
2-3 ALLOTISSEMENT ET MONTANT DU MARCHE	5
2-4 TRANCHES	5
2-5 RESERVATION A UNE CATEGORIE D'OPERATEURS ECONOMIQUES	5
2-6 VARIANTES.....	5
2-7 PRESTATION SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	5
2-8 VISITE DES SITES	5
ARTICLE 3- CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
3-1. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
3-2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3-3. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
3-4. QUESTIONS EN COURS DE CONSULTATION	7
ARTICLE 4- MODALITES ET FORME DE LA CANDIDATURE	7
4-1. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	7
4-2 DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT	7
ARTICLE 5- SECURITE ET PREVENTION.....	8
ARTICLE 6- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT	8
6-1 CONTENU DES PRIX	8
6-2 FORME ET REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 7- PRESENTATION ET ENVOI DES CANDIDATURES, DES OFFRES ET DES ECHANTILLONS.....	9
7-1 MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE	9
7-2 ECHANTILLONS	13
7-3 DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS	13
7-4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	14
ARTICLE 8- ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	14
8-1 ENREGISTREMENT DES PLIS	14
8-2- ADMISSIBILITE DES CANDIDATURES	14
8-3 JUGEMENT DES OFFRES	14
8-4 NEGOCIATION	16
8-5 DOCUMENTS A TRANSMETTRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION	17
ARTICLE 9- MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE	18
ARTICLE 10- VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	18
ARTICLE 11- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	18

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture de gaz industriel avec fourniture d'emballage de gaz au profit de l'ELOCA de Roanne (42).

Code CPV : 24110000-8 « gaz industriel »

Lieu d'exécution des prestations : ELOCA de Roanne (42)

ARTICLE 2- CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2-1 MODE DE PASSATION ET FORME DE LA CONSULTATION

La présente consultation est **une procédure adaptée** passée selon les dispositions des articles L2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande publique.

Il s'agit d'un marché de **fourniture courante** avec :

- Des **prestations récurrentes** (forfait), exécutées sous la forme d'un marché simple à prix forfaitaires pour la fourniture d'emballage de gaz (bouteilles) ;
- Des **prestations ponctuelles** (bons de commande) pour la fourniture de gaz (recharge de gaz industriel).

Les **prestations ponctuelles** sont exécutées via l'émission d'un bon de commande à **prix unitaires**. Ils sont émis au fur et à mesure des besoins de l'administration et ce, jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre, jusqu'à leur complète exécution.

L'accord-cadre est soumis aux dispositions mentionnées aux articles R2162-13 et 14 du code de commande publique, pour les prestations ponctuelles.

L'accord-cadre est **mono-attributaire**

2-2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE OU DU MARCHE

Il est conclu pour une période initiale ferme de douze (12) mois à compter de la date de début d'exécution indiquée dans le formulaire de notification de l'accord-cadre (estimée au 01-04-2026).

La date d'anniversaire correspond à la date d'exécution qui est précisée dans la notification.

La date de fin de la première période d'exécution de l'accord-cadre correspond à la date anniversaire de reconduction de l'accord-cadre.

Il peut ensuite être reconduit tacitement trois (3) fois comme suit pour une durée maximale de 48 mois :

- reconduction 1 : pour une durée de 12 mois à compter de la date anniversaire de reconduction
- reconduction 2 : pour une durée de 12 mois à compter de la date anniversaire de reconduction

- reconduction 3 : pour une durée de 12 mois à compter de la date anniversaire de reconduction

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite. En cas de non-reconduction, la décision sera notifiée au plus tard deux mois avant l'échéance annuelle.

2-3 ALLOTISSEMENT ET MONTANT DU MARCHE

Le présent marché est composé **d'un lot unique**, en raison de l'homogénéité des prestations attendues, qui relèvent toutes de la fourniture et de la gestion de gaz industriels conditionnés (location, livraison, rechargement, traçabilité des emballages). La passation d'un marché alloti aurait été de nature à complexifier l'exécution sans gain économique ou technique identifié, conformément aux dispositions de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification, reconductible **trois (3) fois** par période d'un an, soit une durée maximale de **quatre (4) ans**.

Le **montant estimatif annuel** du marché est de : **13 000 € HT**, soit **15 600 € TTC**

Sur la durée totale du marché, reconductions comprises, le **montant estimatif global** est de : **52 000 € HT**, soit **62 400 € TTC**

Le marché est passé **sans minimum** mais avec un **maximum annuel de 16 000 € HT**, soit **64 000 € HT sur 4 ans**.

2-4 TRANCHES

Sans objet.

2-5 RESERVATION A UNE CATEGORIE D'OPERATEURS ECONOMIQUES

La consultation n'est pas réservée à une catégorie particulière d'opérateurs économiques.

2-6 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-7 PRESTATION SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) ne sont pas autorisées.

2-8 VISITE DES SITES

Des visites de sites sont prévues.

Les visites sont obligatoires

Les visites doivent se faire uniquement après prise de rendez-vous aux jours et heures déterminés avec les personnes à contacter.

Les personnes à contacter pour la prise de rendez-vous sont les suivantes :

Adresse du site :
ELOCA de Roanne
14 Bd de Valmy
42300 ROANNE

Monsieur MONCHANIN
Numéro de téléphone : 04.77.44.10.60
Adresse électronique :
thierry.monchanin@intradef.gouv.fr

Monsieur BENITO
Numéro de téléphone : 04.77.44.11.09
Adresse électronique :
benjamin1.benito@intradef.gouv.fr

Monsieur BRUN
Numéro de téléphone : 04.77.44.10.81
Adresse électronique : sebastien-s.brun@intradef.gouv.fr

ARTICLE 3- CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3-1. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Profil acheteur du pouvoir adjudicateur, la PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

3-2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le présent dossier de consultation est composé des documents suivant :

- RC_ANX_1_ Attestation de visite
- RC_ANX_2_ Attestation d'identification Offre
- RC_ANX_3_ Engagement de confidentialité
- RC_ANX_4_ Cadre de mémoire technique
- RC_ANX_5_ MODOP dépôt dématérialisé et signature électronique
- Le **CCAP**, et ses annexes
 - CCAP_ANX_1_ Facture EDI
- Le **CCTP**
- Les **bordereaux de prix** (forfaitaire et/ou unitaire)
 - Bordereaux de prix 1a et 2a pour les prestations récurrentes forfaitaires
 - Bordereaux de prix 1b et 2b pour les prestations ponctuelles à bons de commande
- Le cadre de mémoire technique (annexe 4 au RC)
- L'acte d'engagement (imprimé ATTRI 1)

Il appartient aux candidats de vérifier la composition de leur dossier. Aucune réclamation ou prorogation de délai ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

3-3. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur peut apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des plis, les candidats devront répondre sur la base du ainsi modifié, le cas échéant, sans pouvoir élever de réclamation.

3-4. QUESTIONS EN COURS DE CONSULTATION

Pendant la consultation, les candidats peuvent poser des questions uniquement via la PLACE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats pourront poser des questions jusqu'au **20/02/2026 à 12H00** dernier délai.

Le pouvoir adjudicateur pourra répondre aux questions jusqu'au **27/02/2026 à 12H00** dernier délai.

ARTICLE 4- MODALITES ET FORME DE LA CANDIDATURE

4-1. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Les modalités de présentation de sous-traitant sont définies aux articles R.2193- 1 à 2 du **La sous-traitance est interdite pour la fourniture.**

Pour le présent accord-cadre, seuls l'installation, l'entretien, la maintenance et le retrait du matériel pourront faire l'objet d'une sous-traitance à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités de présentation de sous-traitant sont définies aux articles R.2193- 1 à 2 du Code de la Commande Publique.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement peut être présentée :

- soit par le candidat lors de la remise de son offre
- soit par le titulaire du marché au cours de l'exécution de celui-ci

4-2 DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Ils indiqueront clairement dans l'acte d'engagement, le nom et la qualité du mandataire. Chaque entreprise du groupement produira l'intégralité des documents exigés dans la candidature à l'exception de la lettre de candidature (DC 1) ou DUME qui sera joint au dossier du mandataire.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'accord-cadre (Art. R. 2142-25).

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Le groupement est :

- conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur exige que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement (article R.2142-24 du code de la Commande Publique).

ARTICLE 5- SECURITE ET PREVENTION

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent accord-cadre.

Le personnel doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées par l'organisme bénéficiaire responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (sécurité incendie, non utilisation des téléphones, photocopieurs et autres équipements du site...).

ARTICLE 6- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

6-1 CONTENU DES PRIX

Le candidat est informé que le présent accord-cadre est conclu **en euros**.

Les modalités applicables au délai de paiement et au mode de règlement sont précisées dans le CCAP applicable au marché.

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres. Ils sont exprimés en euros à deux décimales H.T et TTC.

Les candidats établis hors de l'Union Européenne doivent indiquer les prix hors TVA, frais de douane compris.

Les prix initiaux de l'accord-cadre sont décomposés conformément à l'article 8 du CCAP.

Les prix sont réputés comprendre les frais et charges cités aux articles 10.1.3 du CCAG/FCS ainsi que le coût de **l'organisation matérielle et les frais de déplacement de l'intervenant**.

Les prix couvrent l'ensemble des fournitures et des prestations nécessaires à la réalisation des objectifs techniques détaillés dans le CCTP.

6-2 FORME ET REVISION DES PRIX

Il s'agit de prix unitaires et forfaitaires.

Les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU) **ET** la décomposition générale des prix forfaitaires (DPGF) (annexe de prix) sont :

A prix unitaires :

- fournitures de recharges de gaz et services associés

A prix forfaitaires :

- fournitures de bouteilles de gaz

Les prix indiqués dans les bordereaux des prix sont :

- Initiaux définitifs ;
- Unitaires pour les bons de commande ;
- Forfaitaires pour les prestations récurrentes ;
- Révisibles à la hausse comme à la baisse, de plein droit selon les dispositions de l'article 8.3 du CCAP ;
- Exprimés en euros à deux décimales HT et TTC ;
- Réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des plis.

ARTICLE 7- PRESENTATION ET ENVOI DES CANDIDATURES, DES OFFRES ET DES ECHANTILLONS

7-1 MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE

Dans le cadre de la présente procédure, **seules les candidatures et offres présentées par voie électronique seront étudiées.**

Aucun pli papier ne sera accepté.

La procédure de réponse par voie électronique est détaillée dans le guide de la PLACE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>. L'envoi d'un pli par voie électronique nécessite une inscription préalable.

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

Dans le cas où un candidat souhaiterait compléter ou modifier un dossier déjà transmis, il devra transmettre à nouveau un dossier complet avant la date limite de réception des plis. Seule la dernière offre transmise sera examinée par l'administration.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Dans le cas contraire le pouvoir adjudicateur rejettera à la fois la candidature et l'offre de la société.

La transmission des documents relatifs à la candidature et à l'offre mentionnés ci-après est obligatoire.

7-1-1 Composition du dossier de candidature

Les pièces du dossier de candidatures seront uniquement à fournir par le(s) seul(s) attributaire(s). Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, le marché public ne pourra être attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse que sous réserve qu'il produise l'ensemble des pièces listées ci-après, dans le délai qui lui sera imparti.

Le dossier de candidature de chaque candidat sera constitué des pièces suivantes :

- Un attestation d'assurance en cours de validité ;
- Les candidats peuvent présenter, pour tous les lots, leur candidature sous la forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) en renseignant le formulaire disponible sur le site de la PLACE ou sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Le candidat renseignera tous les paragraphes le concernant et les alinéas suivants du paragraphe IV :

- Chiffre d'affaire global des 3 dernières années ;
- Chiffre d'affaire annuel moyen spécifique au domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre sur les 3 dernières années. Si la société est de création récente, préciser la date de création ;
- Effectif de la société (moyenne sur les 3 dernières années) ;
 - Nombre de cadres
 - Effectifs moyens annuels
- Attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle.
- Les candidats ne souhaitant pas utiliser le DUME doivent transmettre les mêmes éléments, à l'aide des documents suivants :
 - 1) la lettre de candidature (imprimé DC1) ;
 - 2) la déclaration du candidat (imprimé DC2) renseigné ;
 - 3) la délégation de pouvoir du dirigeant de la société, habilitant la personne qui signe tous les documents au titre de l'accord-cadre à engager la société, le cas échéant ;
 - 4) le dossier du sous-traitant, le cas échéant.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Le dossier de candidature devra impérativement indiquer, pour le correspondant en charge du dossier, un numéro de téléphone et une adresse mail valides. Cette dernière sera utilisée pour les informations et notifications dématérialisées via la Plate-Forme des Achats de l'Etat (PLACE).

En cas de groupement ou de sous-traitance, les renseignements d'ordre juridique devront être fournis par chaque cotraitant ou par chaque sous-traitant.

7-1-2- Composition du dossier d'offre

Le candidat doit fournir au titre de son offre technique et financière les éléments suivants :

- 1) L'attestation de visite des sites (RC_**ANX_1_ Attestation de visite**)
- 2) L'attestation d'identification simplifiée fournie par le pouvoir adjudicateur dans le dossier de consultation (RC_**ANX_2_ Attestation d'identification Offre**) ;
- 3) L'attestation d'engagement de confidentialité (RC_**ANX_3_ Engagement de confidentialité**)
- 4) Le mémoire technique, réponse à fournir obligatoirement sur le support fourni par l'administration (RC_**ANX_4_ Cadre de mémoire technique**) ;
- 5) Pour le Bordereau des prix unitaires (BPU) **ET** la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), réponse à fournir obligatoirement sur le support fourni par l'administration à fournir sous format type tableur EXCEL. Ces éléments sont à joindre sous peine d'irrégularité de l'offre ;
 - a. le bordereau de prix (**prix forfaitaires**) **ET** les décompositions du prix global et forfaitaire (**DPGF**) pour les prestations récurrentes, réponse à fournir **obligatoirement** sur le support fourni par l'administration, **sous format type tableur EXCEL et sous format .pdf daté et signé**
 - b. le bordereau de prix unitaires (**BPU**) **ET** la décomposition quantitative estimatif (**DQE**) pour les prestations ponctuelles, réponse à fournir **obligatoirement** sur le support fourni par l'administration, **sous format type tableur EXCEL et sous format .pdf daté et signé**
- 6) L'acte d'engagement (imprimé ATTRI 1) *ci-joint, non obligatoire au stade de dépôt de l'offre, mais peut être joint utilement* ;
- 7) Un relevé d'identité bancaire ou postal ;
- 8) Un acte spécial de sous-traitance type DC4 où le candidat précisera la part des prestations qu'il entend sous-traiter, le cas échéant.

IMPORTANT :

L'attention des candidats est rappelée sur le fait que, lorsqu'aucune négociation n'est prévue, toute offre incomplète sera susceptible d'être écartée dès lors que le pouvoir adjudicateur décidera de ne pas mettre en œuvre la procédure de régularisation prévue à l'article du présent règlement.

Afin de faciliter l'analyse de leurs offres, d'améliorer les délais de traitement de leurs dossiers et de limiter les déchets, les candidats sont invités à ne produire que les documents demandés par le présent règlement de consultation.

7.1.3 Signature de l'offre

Par application de l'arrêté du **22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique**, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé conformément à ce qui est indiqué dans l'annexe « Dépôt dématérialisé et signature électronique »

Documents devant être signés électroniquement conformément à l'annexe 5 :

- **L'acte d'engagement** daté et signé (par le candidat unique, par chaque membre du groupement ou par le mandataire accompagné des pouvoirs des co-traitants)
- **DC4** en cas de sous-traitance signé par le titulaire et le sous-traitant

IMPORTANT :

La signature électronique de l'offre n'est pas obligatoire au moment de son dépôt.

Seul l'attributaire pressenti, sera amené à signer électroniquement son offre (acte d'engagement) avant notification du marché.

Pour les modalités évoquées ci-dessus, les candidats veillent à respecter les recommandations ainsi que les consignes figurant dans l'annexe « Dépôt dématérialisé et signature électronique » du présent Règlement de la consultation.

7-1-4-Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des plis, sous pli scellé portant les mentions :

<p style="text-align: center;">NE PAS OUVRIR</p> <p style="text-align: center;">« COPIE DE SAUVEGARDE »</p> <p style="text-align: center;">La fourniture de gaz industriel en bouteille au profit de l'ELOCA de Roanne (42)</p> <p style="text-align: center;">N°DAF_2024_001458</p> <p style="text-align: center;">NOM de la société :</p>

- Transmise par voie postale, **sous pli recommandé avec accusé de réception** à :

Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/Bureau Achats/Section marchés 1/ Bât. 4 –2^{ème} étage
Quartier Général Frère
BP 90226

Ou

- **Transmise par porteur, transporteur, etc. à l'adresse suivante :**

Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/Bureau Achats/Section marchés 1/ Bât. 4 –2^{ème} étage
Quartier Général Frère
22 avenue Leclerc
69007 LYON

Aux heures ouvrables du service :

du lundi au jeudi ⇒ 9 heures - 11 heures 30 / 13 heures 30 - 16 heures
le vendredi ⇒ 9 heures - 11 heures

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;

en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde doit être conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et 13 du Code de la Commande Publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

7-2 ECHANTILLONS

Sans objet.

7-3 DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS

Date et heure limites de réception des plis:
5 mars 2026 à 17h00

Les dossiers et les échantillons qui parviennent après les date et heure limites de dépôt ne seront pas pris en considération.

Les candidats doivent s'assurer de l'acheminement de leur dossier et des échantillons pour la date, l'heure et le lieu prévus.

7-4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **six (6) mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 8- ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8-1 ENREGISTREMENT DES PLIS

Les offres sont enregistrées dès leur réception dans leur ordre d'arrivée.

8-2- ADMISSIBILITE DES CANDIDATURES

L'attributaire pressenti devra fournir les éléments listés à l'article 7-1-1 du présent règlement de la consultation afin de démontrer qu'ils disposent des capacités financières, techniques et professionnelles pour réaliser les prestations qui font l'objet du marché pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, si les documents cités à l'article 7-1-1 sont absents ou incomplets, le pouvoir adjudicateur pourra demander au(x) candidat(s) pressenti de compléter le dossier de candidature dans un délai approprié. Si passé ce délai le dossier n'est pas complet, la candidature sera déclarée irrecevable et sera éliminée.

Conformément à l'article R.2144-3 du Code de la Commande Publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

8-3 JUGEMENT DES OFFRES

8-3-1- Examen et régularisation des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

8-3-2 Critères d'attribution

Le classement des offres sera effectué à partir des critères énoncés ci-dessous, avec leur pondération :

Critère prix noté sur un total de 70 points décomposé comme suit (forfait et bons de commande) :		Pondération
<u>Sous critère 1 FORFAIT SUR UN TOTAL DE 40 POINTS</u> Annexe financière à compléter, onglet « DPGF » à l'annexe 1 de l'acte d'engagement La location mensuelle HT bouteille/emballage prêtes à l'emploi (tout inclus : comprenant la livraison, transport, taxes réglementaires et gestion des emballages par code barre) décomposé comme suit :		
Sous critère 1 : location de bouteilles	Ce critère sera jugé par application de la formule suivante, sur 40 points : $40 \times \frac{O_{min}}{O}$ Omin = Montant de l'offre du candidat le moins disant ; O = Montant de l'offre du candidat. <i>Les candidats seront comparés sur le montant mensuel total forfaitaire TTC</i>	40 points

Sous critère 2 PRESTATIONS PONCTUELLES (BONS DE COMMANDE- BPU) SUR UN TOTAL DE 30 POINTS

Annexe financière à compléter, onglet « BPU » à l'annexe 1 de l'acte d'engagement
La fourniture de gaz industriel comprenant les volets 1 et 2 détaillés dans l'onglet « BPU » à l'annexe 1 de l'acte d'engagement

Sous critère 2 : prix unitaire d'une recharge	<p>Ce critère sera jugé par application de la formule suivante, sur 30 points :</p> $30 \times \frac{O_{min}}{O}$ <p>Omin = Montant de l'offre du candidat le moins disant ; O = Montant de l'offre du candidat.</p> <p><i>Les candidats seront comparés sur le total de prix unitaires TTC.</i></p>	30 points
--	--	-----------

Critère délais noté sur un total de 25 points décomposés comme suit :

Annexe n°4 du RC cadre du mémoire technique, onglet n°1 à compléter

Pondération

DELAIS NOTE SUR 25 POINTS

<p>Sous-critère 1 : Délai de réactivité en cas d'imprévu ou en cas d'urgence <i>Il s'agit du délai de remplacement d'un personnel d'intervention en cas de maladie, grève ou autre motif ou délai pour répondre à une demande urgente de l'administration</i></p>	10 points
<p>Sous-critère 2 : Capacité du titulaire à maintenir le service en cas de rupture de stock, absence de personnel ou aléas logistique (grève, panne, etc) ou encore face à une situation urgente de l'administration <i>Le candidat démontrera ses actions et les modalités d'actions mises en œuvre face à des situations imprévisibles</i></p>	5 points
<p>Sous-critère 3 : délai de livraison standard <i>Il s'agit du délai maximum pour livrer et installer une bouteille. Ce délai court à compter de l'émission du bon de commande / de la réception du BDC.</i></p>	10 points

Critère environnemental noté sur un total de 5 points décomposés comme suit :

Annexe n°4 du RC cadre du mémoire technique, onglet n°2 à compléter

Pondération

ENVIRONNEMENTAL NOTE SUR 5 POINTS

<p>Performance en matière de protection de l'environnement <i>Il s'agit de l'engagement sur les actions réalisées ou à venir en faveur du développement durable dans le cadre du marché (type de véhicules utilisés dans le cadre de la prestation ou tout autre action « verte »)</i></p>	5 points
---	----------

Un classement sera ensuite établi dans l'ordre décroissant des notes totales obtenues. L'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera retenue.

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le candidat retenu sera celui qui aura obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

8-3-3 Traitement des offres anormalement basses

Conformément aux articles L.2152-5 et 6 du Code de la Commande Publique, une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

Lors de la détection d'une offre anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre. Dans ce cadre, un courrier électronique sera adressé au candidat concerné afin de l'informer que son offre est suspectée d'être anormalement basse et apporter les éléments de réponses nécessaires dans le délai fixé.

Après examen attentif des informations fournies par le candidat pour justifier son prix, si ces éléments sont convaincants, l'offre pourra être requalifiée de « normale » en reconnaissant son caractère particulièrement compétitif.

En revanche, si les explications demandées ne permettent pas d'établir le caractère économiquement viable de l'offre eu égard aux capacités économiques, techniques et financière de l'entreprise et de démontrer que le marché ne peut pas être exécuté dans les conditions prévues, l'offre sera rejetée par décision motivée.

L'absence de réponse du candidat à la demande d'explications dans le délai fixé exclura de fait son offre.

8-4 NEGOCIATION

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur est susceptible d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

Si la négociation a lieu :

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier une ou plusieurs fois avec l'ensemble des candidats ayant déposé une offre régulière.

Si le pouvoir adjudicateur décide de négocier il en informera les candidats avec lesquels il négociera par le biais d'une lettre d'invitation à négocier envoyée via la messagerie de la PLACE qui précisera la date et les modalités de la négociation.

La négociation peut porter sur l'ensemble des clauses non substantielles du CCTP, l'offre technique et financière du candidat. Celle-ci pourra avoir lieu sous la forme d'échanges de mail via la PLACE, téléphone, visioconférence ou rencontres physiques.

A l'issue des négociations, un compte-rendu sera rédigé. Les candidats doivent remettre une nouvelle offre dans un temps imparti qui donnera lieu à une nouvelle analyse et à un nouveau classement.

Le candidat obtenant la meilleure note à son offre finale est déclaré attributaire.

Si la négociation n'a pas lieu :

Le classement initial devient le classement final et le candidat obtenant la meilleure note est déclaré attributaire.

8-5 DOCUMENTS A TRANSMETTRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION

- a) Les exigences de candidatures précitées à l'article 7-1-1 du présent RC ;
- b) **Au visa des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique :**

Le marché est ensuite attribué au candidat dont l'offre sera classée première, sous réserve de l'obtention par le pouvoir adjudicateur, sous **quatre jours à compter de la demande de l'administration**, des documents ci-dessous.

Les candidats sont dispensés de fournir ces documents s'ils sont accessibles gratuitement en ligne par l'acheteur public (mise à disposition d'informations administrée par un organisme officiel ou d'un espace de stockage). **Ce procédé suppose toutefois que les candidats fournissent l'ensemble des informations nécessaires à la consultation de ces outils numériques** : sites, liens, codes.

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats arrêtés au 31 décembre 2021 délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés il doit produire en plus des documents énumérés ci-dessus et dans le même délai, les justificatifs exigés à l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

c) Acte d'engagement –ATTRI1

Dans le cas où le document ne serait pas transmis lors du dépôt de l'offre, **l'attributaire devra compléter et signer électroniquement** (personne habilitée ou mandataire en cas de groupement) le formulaire ATTRI1 (acte d'engagement).

Si le candidat ne fournit pas les documents ci-dessus dans le délai prévu, son offre sera rejetée et la même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres.

Les candidats sont avisés de l'attribution ou de la non attribution de l'accord-cadre.

Cette décision sera envoyée par l'intermédiaire de la PLACE, à charge aux candidats de relever leur messagerie, et éventuellement de vérifier dans leur boîte de réception les courriels « SPAM » et/ou « indésirable » provenant du Ministère des Armées.

ARTICLE 9- MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Le titulaire de l'accord-cadre sera payé par virement administratif effectué sur un compte ouvert dans **un établissement bancaire ou postal**.

Les comptables publics en charge du paiement figurent en annexe du CCAP.

ARTICLE 10- VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de LYON – 184, rue Duguesclin – 69003 LYON.

- ✓ **Référé précontractuel** : avant la signature du marché (article L.551-1 du code de justice administrative).
- ✓ **Référé suspension** : avant la signature du marché (article L.521-1 du code de justice administrative).
- ✓ **Référé contractuel** : après la signature du marché (article L.551-13 du code de justice administrative).
- ✓ **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de la date de l'avis de publicité de la conclusion du contrat. Cet avis prendra la forme d'un avis d'attribution et sera publié sur les mêmes supports que l'avis d'appel public à la concurrence.
- ✓ **Recours pour excès de pouvoir** contre la déclaration de sans suite dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision au candidat.

Pour plus d'informations, s'adresser au greffe du Tribunal Administratif de LYON.

ARTICLE 11- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire relatif à la présente consultation pourra être obtenu dans les conditions prévues au paragraphe « Informations préliminaires » ou auprès des services suivants :

INTERLOCUTEURS	Bureaux	ADRESSE	TÉLÉPHONE
Acheteur Véronique KALIFA veronique.kalifa@intradef.gouv.fr	<u>Division Achats Publics</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Public Bureau achats Section marchés 1 BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.30.15

PME-PMI	<u>Division Achats Publics</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Publics BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.30.05
Service Liquidation Mandatement	<u>Division Finances</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Finances BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.33.68
Comptables publics	Directeur Départemental des Finances Publiques de la Loire (11, rue Mi-carême – BP502 – 42007 SAINT-ETIENNE)		